

Les illusions de la guérilla

Autor(en): **Bauer, Eddy / Montfort, Michel-H.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **113 (1968)**

Heft 6

PDF erstellt am: **02.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343427>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

contraire de la part de Moscou. Son journal « Borba » écrivait récemment: « Toute tentative en vue d'une solution rappelant les temps révolus de la direction du mouvement communiste à partir d'une centrale commune, et basée sur des décisions applicables pour tous, pourrait avoir des conséquences indésirables. »

En dernière analyse, et malgré la réaction des trois « durs », la République fédérale possède déjà — au-delà du rideau de fer — deux partisans valables pour sa nouvelle politique. Il y a là de sérieuses raisons d'espérer. Aussi M. Brandt a-t-il pu déclarer, à la tribune du Conseil des Ministres de l'U.E.O., que le gouvernement de Bonn allait poursuivre « avec obstination et persévérance » ce rapprochement avec l'Est.

Colonel F.-Th. SCHNEIDER

Les illusions de la guérilla

L'article du lieutenant-colonel Eddy Bauer vient à son heure. A propos de la guerre du Vietnam, particulièrement, nous sommes intoxiqués par la propagande. Il suffit de voir les photographies publiées par nos journaux pour le constater. Quant aux textes, nous sommes noyés dans les détails dont la presse écrite ou parlée nous abreuve la journée durant. On ne nous fait grâce d'aucune action de patrouille, d'aucun tir de réglage! Des leçons de tactique, quand ce n'est de stratégie, nous sont données par des gens qui n'ont jamais commandé une corvée de soupe! Que deviendrions-nous si nous étions nous-mêmes partie dans un conflit?

En retrouvant avec le plus vif plaisir un de nos écrivains militaires de réputation mondiale — l'auteur de « La guerre des blindés » et de l'« Histoire controversée de la deuxième guerre mondiale » — nos lecteurs bénéficieront d'une mise en garde salutaire.

Mft

Les hostilités qui se poursuivent présentement au Vietnam avec des fortunes diverses et un acharnement croissant, donnent lieu, dans la presse quotidienne ou hebdomadaire,

dans les revues, à la radio ou sur le petit écran de la télévision, à des commentaires aussi nombreux que contradictoires. Et comme on l'a vu, durant la Guerre de Cinq jours et au lendemain de celle-ci, nombreux, parmi nos citoyens-soldats de tout âge et de tout grade, sont ceux qui se demandent quelles leçons pour l'avenir, les responsables politiques et militaires de notre défense nationale devraient tirer des événements qui ont pour théâtre Khe Sanh, Dak To, Da Nang, Pleiku, Bien Hoa et autres lieux sis au sud du 17^e parallèle.

Cet intérêt se comprend et mérite l'éloge, car l'indifférence à l'égard de cette tragique expérience, et des nouvelles tactiques qu'elle met en œuvre, démontrerait que nos concitoyens se désintéressent de leur armée sur laquelle repose, dans le grand silence du droit international, l'indépendance de la Suisse.

Toujours est-il que dans cette gerbe touffue d'informations qui s'offre quotidiennement à l'attention du public romand, concernant les péripéties et les perspectives du conflit vietnamien, il y a — osons l'écrire — beaucoup plus d'ivraie que de bon grain. C'est dire qu'on y recueille plus de commentaires inspirés ou, tout au moins, contaminés par le parti pris idéologique, que d'analyses informées, sereines et raisonnées de la conjoncture militaire ou plutôt encore politico-militaire de cet affrontement sans merci.

En faisant cette constatation nous n'avons garde de méconnaître l'influence du vent d'ouest qui, se levant à Paris, souffle sur nos cantons de langue française, et principalement sur ceux de Genève, de Vaud et de Neuchâtel.

Or nous ne dévoilerons aucun secret en relevant que, dans leur majorité, quoique à des degrés divers, les quotidiens et hebdomadaires qui s'impriment sur les bords de la Seine, sont hostiles à la politique que mènent les Etats-Unis au Vietnam: ceux-ci en tant que communistes d'obédience moscoute, titiste, maoïste ou castriste, ou en tant que crypto-communistes, progressistes ou anarchistes; ceux-là pour faire écho aux oracles de l'Elysée ou parce qu'il leur serait pénible

de voir le général Westmoreland s'assurer l'avantage sur les lieux mêmes où succomba le général Navarre...

Visible dans la presse romande, cette influence est encore plus marquée à la radio et à la télévision: pour un généra, Beaufre, parfaitement impartial et connaissant son métier que de Madeleine Riffaut, propagandiste du parti communiste français, de Jean Lacouture, panégyriste attitré du général Giap et du président Ho-Chi-Minh, de Jacques Decornoy, pèlerin de Hanoï, renforcés à l'occasion par l'un ou l'autre de ces Américains que leurs compatriotes surnomment drôlement *Vietniks*.

Au surplus, le cas n'est pas rare d'informations en provenance du GQG américain de Saïgon qui se grossissent indûment en arrivant en Europe pour être affublées de titres ronflants à l'occasion de la mise en page. Cinq ou six roquettes de 140 mm sont-elles tombées en trente-six heures sur le terrain d'aviation de Tan-Son-Nhut, et voici qu'on nous annonce le « pilonnage » de cette grande base de l'*US Air Force*.

A l'appui de ce que nous avançons, relevons les sur-titres, titres et sous-titres dont usait, en novembre dernier, tel de nos quotidiens ¹, lors de la vaine tentative du Vietcong contre le centre de résistance de Dak To.

17.11: DAK TO: LES AMÉRICAINS SONT TOUJOURS ASSIÉGÉS. *Ils doivent faire face au grave problème du ravitaillement.*

18.11: *Au Vietnam, le spectre d'un «Dien Bien Phu» resurgit.* DAK TO: C'EST L'ENFER. *Les dépôts de munition américains ont sauté. Les Vietcongs tirent à vue sur l'aérodrome.*

Le brigadier-général William Peers allait-il connaître le sort de son camarade de Castries? Non, car il contre-attaque; mais:

¹ Nous nous dispensons de toute référence permettant d'identifier journaux et auteurs. Nous n'en avons qu'à des opinions et nullement à des hommes.

- 22.11: LA «COTE» 875 A DAK TO: IL N'Y A PLUS UN SOLDAT AMÉRICAIN QUI SOIT INDEMNÉ.
- 23.11: DAK TO: LES VIETCONGS NE LACHENT PAS PRISE.
- 24.11: LES AMÉRICAINS ONT PRIS LA «COLLINE DE LA MORT.» *Mais le bilan des pertes est accablant.*

Accablant? Certes, mais pour les assaillants du Vietcong, lesquels, au regard de 285 tués et de 988 blessés américains avait laissé sur la place entre 3000 et 4000 cadavres.

Autre exemple: le 29 décembre 1967, le lecteur romand, en déployant son journal du matin, se sentait pris d'un haut-le-corps, en lisant que selon la dernière statistique de Washington:

VIETNAM: 1 AMÉRICAIN SUR 4 MIS HORS D'ÉTAT DE COMBATTRE.

A la lecture de la dépêche annoncée de la sorte, il aura haussé les épaules, en constatant que, pour en arriver à ce bilan catastrophique, le rédacteur du dit journal s'était contenté de diviser les effectifs américains présents ce jour-là au Vietnam (478 000 hommes) par le chiffre des pertes subies par les forces armées des Etats-Unis depuis 1963 (115 983 tués, blessés et disparus). Et notre homme n'avait pas pris garde que sur les 99 305 blessés, recensés en soixante mois d'opérations par Washington, la plupart — telle est l'admirable efficacité du service médical américain — étaient chauds, vivants et disponibles au moment où, comme on dit dans les salles de rédaction, il faisait « chanter son titre ».

* * *

Il est compréhensible que, présentés sous cet éclairage, les événements de la guerre du Vietnam conduisent nombre de nos concitoyens à formuler en toute bonne foi des conclusions erronées ou pour le moins aventurées quant à la forme à donner à notre défense nationale. D'autant plus qu'obéissant

à un certain réflexe helvétique, ils enregistrent avec quelque satisfaction l'échec (vrai ou prétendu) de la plus grande puissance militaire de la planète face à une petite armée défensive, équipée d'armes légères.

Sur ce terrain, ils se rencontrent avec les tenants de ce que nous appellerions volontiers la « petite armée », lesquels, après avoir vainement combattu l'organisation militaire adoptée en 1961, ont jeté feu et flammes lors de l'« affaire *Mirage* » et pris, en cette occasion, sur leurs adversaires d'antan une revanche dont tout donne à penser qu'elle coûtera cher à la Suisse, le jour prochain où il s'agira de donner un successeur à nos *Venom*. Dans ce camp, on inclura encore ceux qui, sans répudier expressément le principe de la défense nationale, n'en refusent pas moins avec obstination les moyens matériels qui permettraient à notre armée de s'acquitter de sa mission avec de raisonnables chances de succès. Comme chacun sait, il s'agit principalement des députés romands du groupe socialiste des Chambres fédérales.

C'est ici qu'il faut dénoncer une première illusion. D'une part, on nous recommande de donner à notre système de défense le caractère de la guérilla, mais, d'autre part, on méconnaît que ni en Yougoslavie ni en Algérie, ce système et les organisations qu'il comporte, n'ont survécu aux circonstances qui avaient amené les Tito et les Ben Bella à recourir à ce mode d'action politico-militaire.

D'aucuns estiment que notre armée pourrait se passer de ses *Centurions* et *Pz 61*, de ses *Bantam*, de ses *Bloodhound* et de ses *Mirages*. C'est méconnaître que le maréchal Tito, spécialiste s'il en fut de la guerre des partisans, équipe l'armée yougoslave de tout le matériel qu'il peut se procurer à Moscou : chars *T 55* et *PT 54*, missiles filoguidés antichars *Snapper*, missiles antiaériens *Guidelance*¹. Quant au colonel Boumedienne, il consacre quelque 30 % du budget algérien à acquérir à la même adresse des *T 54*, des canons chenillés automoteurs

¹ *Snapper* et *Guidelance* : sobriquets OTAN de ces matériels soviétiques.

SU 100, des lance-mines de 160 mm., des lance-roquettes multiples de 140 et 240 mm., des chasseurs *MIG 21*.

La guérilla au Vietnam, dans cette escalade aux formations classiques, équipées du matériel le plus perfectionné, ne semble limitée que par les servitudes inhérentes à la logistique de la jungle, et à la domination de l'espace aérien par l'aviation américaine. Ainsi, dans son camp, avons-nous vu apparaître successivement sur ce théâtre d'opérations, le canon sans recul de 75 mm., un petit nombre d'obusiers de 152 mm., les roquettes de 122 et de 140 mm., quelques chars *PT 76* et *T 34/85*, le missile *Sam II*, le chasseur *MIG 21* et, peut-être, quelques bombardiers légers *Iliouchine IL 28*. Comme quoi, on peut dire de cette forme d'hostilités, ce qu'on disait naguère des études de droit: la guérilla mène à tout à condition d'en sortir.

* * *

Reste à en sortir.

Sur ce sujet, relevons une deuxième illusion alimentée et propagée dans le public par l'idéologie communiste ou crypto-communiste, ainsi que par un certain romantisme issu de la Résistance: à savoir que la guérilla est invincible.

Assurément, cette forme d'action pose au théoricien militaire de ce troisième tiers du XX^e siècle un ensemble de problèmes que n'avaient ni prévus ni traités les Clausewitz, les Schlieffen et les Foch. Elle offre à l'Etat dont les « forces organisées » auraient succombé dans une campagne classique, un dernier moyen d'en appeler de sa défaite, mais ceci ne veut pas dire que cet appel donnera lieu à révision.

Effectivement, la guérilla hellénique a succombé sous les coups du maréchal Papagos, dès l'instant où la brouille survenue entre Staline et Tito, en juin 1948, eut privé les partisans du « général Markos » du sanctuaire yougoslave qui leur servait de base logistique. De même en Malaisie, où les maquis communistes ont été finalement éliminés par l'armée britannique, en dépit des difficultés du climat et de la jungle, et aux

Philippines où les « *Huks* », insurgés contre le gouvernement de Manille, n'ont pas connu un meilleur sort. Enfin les commandos du président Soekarno qui cherchaient à s'infiltrer en Nouvelle-Guinée occidentale se sont fait régulièrement étriller par les Néerlandais jusqu'au jour où le président Kennedy, aiguillonné par U Thant, fit interdire à ses fidèles alliés de l'OTAN l'usage des aérodromes américains.

Restent trois cas à considérer: ceux de la Yougoslavie, de l'Algérie et de l'Indochine française.

On reconnaîtra, certes, à l'Armée yougoslave de Libération le mérite de s'être battue durement contre l'occupant et sans souci des pertes. Il n'empêche qu'elle n'a exercé qu'une influence minime sur l'évolution des opérations de la dernière guerre.

Le 8 septembre 1943, l'armistice de Cassibile ayant fait poser les armes à 20 divisions italiennes d'occupation, il suffit d'une quinzaine de divisions au colonel-général Rendulic, commandant de la 2^e Armée blindée allemande, pour faire face à la situation. Or, à cette époque, Hitler et l'OKH n'actionnaient pas moins de 308 divisions de la *Wehrmacht* et des *Waffen SS*.

Mais encore fin mai 1944, à la suite d'une opération aéroportée, menée dans la région des Alpes dinariques, le maréchal Tito ne dut son salut qu'à l'avion britannique qui le conduisit dans l'île de Vis (Lissa) d'où il s'embarqua pour Caserte, QG du 15^e Groupe d'armées anglo-américain. Il y passa tout l'été et attendit pour regagner le territoire yougoslave, que le maréchal Tolboukhine, à la suite de la défaite allemande en Moldavie et de l'armistice soviéto-roumain, se fut avancé jusqu'aux environs des Portes de Fer, et qu'à son tour, la Bulgarie se fut retournée contre le Troisième Reich.

De ce fait, la guérilla yougoslave se trouva puissamment renforcée et libérée de ses soucis logistiques. Elle n'en échoua pas moins dans ses tentatives d'intercepter la retraite de la 12^e Armée allemande qui, après avoir évacué la Grèce, l'Albanie, la Macédoine serbe et le Monténégro parvint, fin

novembre 1944, à se regrouper et se rétablir dans la région de Sarajevo.

L'histoire de la guerre d'Algérie n'est pas faite; et pour cause! Ce qu'on en connaît, toutefois, permet d'affirmer sans aucun risque d'être démenti qu'en lui consacrant les moyens adéquats, l'armée française l'a soutenue avec succès sur le terrain. Dès l'instant où des barrages électrifiés, s'élevant de la Méditerranée au Sahara, rendirent les frontières algéro-tunisienne et algéro-marocaine pratiquement imperméables, l'insurrection languit. D'autre part, les opérations hélicoptérées organisées par le général Challe portèrent le feu et le sang jusque dans les « sanctuaires » de la rébellion, cependant que dans les villes, la plupart des porteurs de bombes avaient été réduits à l'impuissance.

Tant et si bien que fin mai 1960, le « colonel » Si Salah, commandant de la « Willaya 4 », se présenta avec deux de ses collaborateurs au PC interarmes d'Alger pour solliciter les conditions de ce que le général de Gaulle avait appelé naguère la « paix des braves ». C'est ici qu'intervient la péripétie. Non seulement le général Crépin, successeur du général Challe, ne fut pas autorisé à accueillir cette demande de capitulation qui portait sur tout le centre de l'Algérie, mais encore amenés à Paris par avion, Si Salah et ses compagnons furent proprement éconduits par l'Elysée, pour cette raison que la reddition des combattants de la « Willaya 4 » compromettrait les chances de la négociation que le chef de l'Etat se proposait d'engager avec le GPRA, ou organisation extérieure de l'insurrection algérienne.

* * *

Somme toute, la guerre d'Indochine (1946-1954) constitue le seul exemple que l'on puisse invoquer quand on cherche à démontrer la puissance invincible de la guérilla. Et encore cette démonstration, pour être tout à fait convaincante, doit-elle faire abstraction des implications particulières de la politique intérieure française à l'époque de ce désastreux conflit.

Quoi qu'il en soit, reste à savoir si cet exemple indo-chinois peut recevoir une application chez nous. Si même nous éliminons de la discussion ces facteurs que sont la climatologie, la géologie, la couverture du sol, les distances, la rareté des communications, le dépaysement du GI en Extrême-Orient, et qui favorisent au Vietnam les entreprises des partisans, alors qu'ils les défavoriseraient chez nous, il y a lieu, à notre avis, de répondre négativement à cette question.

D'abord parce que nous ne saurions supporter les frais de la guérilla qui est économe en or pour être prodigue en sang. Selon une publication de Belgrade que nous avons sous les yeux, l'Armée nationale de libération yougoslave aurait perdu, de 1941 à 1945, 305 672 tués et disparus. En Algérie, les pertes totales des « fellaghas » nous demeurent inconnues, mais elles étaient de l'ordre de 200 000 morts au printemps 1959. Enfin, mettons en regard les pertes subies par les adversaires qui s'affrontent au sud du 17^e parallèle au cours des 30 jours de combat qui se sont déroulés entre le 29 janvier et le 28 février dernier. Pour 45 785 Vietcongs tués ou capturés (38 794 morts), le GQG de Saïgon en imputait 4 883 aux Américains, Sud-Vietnamiens, Sud-Coréens et autres alliés du général Thieu.

Il est clair que l'indice de natalité du peuple suisse qui n'a rien de « galopant » comme disent les sociologues, et qu'on s'efforce à réduire encore en favorisant le « planning familial », nous déconseillent de recourir à un système de guerre comportant de tels holocaustes.

Mais encore, ces funèbres décomptes ne concernent que les combattants, et il y a lieu de prévoir les pertes qu'occasionne généralement la guérilla à la population civile. Attentats individuels, embuscades, coups de main, sabotages et destructions d'ouvrages d'art sur les voies de communication conduisent presque inévitablement l'occupant à exercer contre elle des représailles de plus en plus rigoureuses : Stans en 1798, Disentis, l'année suivante, Lidice en 1942, Tulle et Oradour

en 1944. Telles sont les circonstances au cours desquelles ont péri un million de Yougoslaves des deux sexes et de tout âge.

S'ajoutent à ces sévices, les destructions matérielles. C'est ainsi qu'un ouvrage imprimé à Belgrade, peu après la victoire, nous apprend que, du 22 juin 1941 au 8 mai 1945, l'Armée yougoslave de libération procéda à la destruction de 125 usines, de 72 centrales électriques, de 104 exploitations minières, de 125 scieries et de 258 autres établissements industriels, tandis qu'elle fit sauter 90 tunnels et 1077 ponts et pratiqua 13 491 coupures, totalisant 1684 kilomètres, sur le réseau ferré.

Sans doute, ces actions de sabotage trouvent-elles leur justification dans les entraves qu'elles apportèrent aux mouvements stratégiques et à l'effort de production de l'occupant. Mais plutôt que de harceler l'occupant en y mettant ce prix désastreux, le bon sens conseille de s'organiser préventivement de manière à dissuader l'agresseur éventuel, puis à repousser l'envahisseur, si la dissuasion ne parvenait pas à le retenir sur le sentier de la guerre. C'est à quoi s'est employée l'Organisation militaire qui nous régit depuis 1961, et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elle l'a fait avec le maximum d'efficacité que comportent notre situation et nos moyens. Aussi bien, citerons-nous à l'adresse de ses détracteurs, le mot du général Guderian: « Les chars sont une arme qui épargne le sang. »

* * *

Giap est-il « génial », ainsi que l'affirmait récemment un journaliste de chez nous? Le maréchal Rommel passait pour tel, jusqu'au jour où la fortune de la guerre le mit aux prises avec un certain lieutenant-général dénommé Bernard Law Montgomery.

Quoi qu'il en soit, le même auteur nous le représente procédant dès l'époque de l'occupation de l'Indochine par les Japonais, à la mobilisation totale du peuple :

« Femmes, vieillards, enfants sont mobilisés. Ce qu'il exige d'eux, c'est une offrande totale non seulement de leurs forces,

mais de leur âme. Pas de place pour les tièdes. Lui-même donne l'exemple, se nourrissant d'un bol de riz, menant une vie ascétique, se consacrant entièrement à la révolution. »

Inutile de s'appesantir sur les méthodes mises en œuvre pour éliminer les « tièdes ». Ce qui demeure démontré, c'est que le système de la guerre révolutionnaire qui recueille l'admiration de ce publiciste, postule la dictature d'un gouvernement totalitaire, la pratique de la terreur et de l'endoctrinement des individus et l'institution d'une censure réprimant l'expression de toute opinion contraire à l'idéologie professée par un petit nombre de pontifes se recrutant par cooptation.

Nous n'en sommes pas là, et nul doute que la quasi-unanimité du peuple suisse répugnerait à pareil régime, quand bien même les avocats de celui-ci le présenteraient devant l'opinion comme le plus sûr moyen d'assurer l'indépendance du pays. S'ensuit donc que notre système de défense nationale ne saurait s'inspirer de la doctrine édictée par Mao-Tsé-Toung ou par Ho-Chi-Minh et par Giap.

Il y a plus ou pis, comme on voudra. Effectivement, force est bien de constater que si notre régime démocratique se refuse, pour ne pas mentir à son principe, à l'endoctrinement patriotique et militariste de l'opinion nationale, nos autorités tolèrent présentement un endoctrinement en sens contraire. Et l'on pourrait même dire qu'elle le favorisent, vu l'inertie qu'elles observent, face à cette propagande, dans des secteurs où nos constitutions, tant fédérale que cantonales, leur donnent toute licence d'intervenir, voire leur en font un devoir.

Et c'est ici que surgit la contradiction dans laquelle succombent certains de nos publicistes romands que nous voulons croire bien intentionnés. Recommander à l'opinion l'exemple du combattant vietcong, sans prendre garde à la marée montante d'antimilitarisme et d'antipatriotisme qui s'observe à l'école, dans la presse, sur les ondes de la radio et de la télévision, c'est lui proposer un mode de défense

nationale contraire à l'ambiance psychologique créée en Suisse par cette propagande.

Ce n'est pas, en effet, quand on détourne de son sens originel le commandement biblique: «Tu ne tueras point», et quand on réclame l'institution d'un «statut» en faveur des objecteurs de conscience de type «philosophique», qu'on obtiendra des «guerilleros», c'est-à-dire des combattants capables d'étendre le droit de tuer, jusqu'à commettre des actes de guerre que le droit international, à juste titre, répute pour des crimes purs et simples. Voit-on, par exemple, l'un de nos «sanitaires pour raison de conscience» se faufiler sans uniforme dans un village, pour abandonner un vélo piégé au milieu d'une fête foraine, ainsi que le pratique, sans sourciller, le Vietcong?

Assurément, en vertu du principe constitutionnel de la liberté, il convient de tolérer que certains journalistes de chez nous déblatèrent à tout propos et hors de propos contre l'armée suisse et ses chefs, confondant, dans leur conformisme anarchisant, le «Canard enchaîné» et la colombe du Saint-Esprit. Laissons donc un tel écrire, le 16 octobre dernier, concernant l'exécution du tueur Che Guevara:

«Le malheur, c'est qu'à l'heure actuelle, la parole d'un général ne vaut pas la parole du dernier des gangsters.»

Laissons tel autre prétendre que se pose un problème «Intellectuel et Armée», à propos d'un poète alémanique auquel sa muse inspirée dictait la prose suivante:

«Armée: sans un peu de Scheisse und merde, on ne fait pas la guerre. Bonjour! Heil! Exhibez-vous en camouflé!»

Laissons ce dessinateur sans talent mais non sans vulgarité, caricaturer les «colonels» et le conseiller fédéral Chaudet. La sanction de ces inepties réside dans le désabonnement.

* * *

En revanche, le cas est plus grave de cet instituteur qui, lors de son entrée à l'Ecole de recrues, répondait superbement aux questions qu'on lui posait concernant notre histoire:

« Je considère l'histoire suisse comme la rubrique des chiens écrasés dans la grande chronique du monde. »

En faisant cette remarque, nous ne nous en prendrons pas à ce malheureux jeune homme, mais à l'enseignement qu'il a subi dans une Ecole normale, placée pourtant sous le contrôle d'un gouvernement cantonal à majorité bourgeoise.

De même, quand, dans l'un de nos établissements d'enseignement secondaire supérieur, on trouve un candidat bachelier qui s'annonce comme « objecteur-philosophique » à l'officier de recrutement, on est en droit de conclure que cet adolescent a été soumis à une forte propagande de la part de maîtres peu scrupuleux. Mais pourquoi se fussent-ils gênés, puisqu'il est arrivé à leur directeur, contrairement au règlement, de dispenser ses élèves d'assister aux cours pour leur permettre de suivre les audiences des Tribunaux militaires consacrées aux objecteurs de conscience?

On ne s'étonnera pas du fléchissement qui s'observe dans le sentiment patriotique de beaucoup de nos jeunes gens, quand les examens pédagogiques des recrues font apparaître leur ignorance véritablement encyclopédique, tant en histoire suisse qu'en instruction civique, encore que ces disciplines soient inscrites à chacun des trois degrés de notre enseignement.

Ces déficits qui affectent notre appareil de défense nationale, engagent gravement la responsabilité de nos gouvernements cantonaux. Mais celles de l'autorité fédérale ne sont pas dégagées pour tout cela. Il faut relever, effectivement, l'excessive tolérance dont elle fait preuve vis-à-vis de la Société suisse de Radio-Télévision, laquelle, dans nos cantons romands, tout au moins, fait écho à la moindre manifestation antimilitariste. Que trois ou quatre hurluberlus se livrent à quelque incongruité sur la place fédérale à Berne ou à la tribune publique du Conseil national, et le téléspectateur est à peu près assuré de les retrouver, le soir venu, sur son petit écran, comme s'il existait un fil spécial entre nos studios et ces semeurs d'ivraie.

Et pourtant, le 5 juin dernier, alors que s'ouvraient les hostilités entre Israël et les Etats arabes, MM. Spühler et Bonvin, qui de la tribune du Conseil national qui de celle du Conseil des Etats, proclamaient :

« Le Conseil fédéral partage le sentiment dont le peuple suisse a de nouveau pris fortement conscience ces derniers temps, que pour assurer son existence et son droit à la vie, un petit Etat neutre doit avant tout compter sur le renforcement continu de sa résistance et sur sa fidélité au droit. »

Langage digne de tout éloge, à la vérité, mais encore faudrait-il qu'il fût suivi d'effet, car, comme disait Racine dans « Athalie » : « La foi qui n'agit point, est-ce une foi sincère ? » En attendant cette nécessaire et salutaire réaction, il faut conclure que, dans l'ambiance intellectuelle et morale qui s'est créée chez nous depuis une douzaine d'années, la guérilla est une forme de défense nationale au-dessus de nos moyens.

Lieutenant-colonel Eddy BAUER

Revue de la presse

Il n'est de chef qui ne prête à critique

- S'il vient de prendre le commandement, il lui faudra quelque temps avant qu'il ne connaisse son unité...
- S'il commande l'unité depuis quelque temps, il est temps qu'il s'en aille.
- S'il vient d'un état-major, il est resté trop longtemps éloigné de la troupe...
- S'il possède une certaine expérience de la troupe, il s'est encroûté et ferait bien de retourner à l'école.
- Si son avancement a été rapide, il est un peu jeune pour son grade...
- S'il a été promu à son tour normal, ce n'est pas un génie.
- S'il prend les choses en main, il devrait déléguer plus d'autorité...
- S'il délègue son autorité, il en prend à son aise.